



Lendemain des élections : tout reste à faire !

lundi 15 juillet 2024, par [CGT educ'action](#)

MANIFS & RASSEMBLEMENTS

Jeu­di 18 juillet : r­dv **17h30** devant la préfecture de Bourg-en-Bresse

COMMUNIQUÉS

Vous trouverez ci-dessous les différents communiqués, tracts et visuels CGT en lien avec l'après législatives. *Cliquez sur les vignettes pour afficher, lire, télécharger, imprimer, diffuser chaque document !*

- 8 juillet - **Communiqué de presse confédéral : La démocratie et la République ont gagné ! Les exigences sociales doivent être entendues !**



Communiqué de presse

La démocratie et la République ont gagné ! Les exigences sociales doivent être entendues !

La mobilisation citoyenne a déjoué le scénario catastrophe d'Emmanuel Macron qui, par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, a créé le chaos et déroulé le tapis rouge au Rassemblement National. Une large majorité d'électeurs et d'électrices ont clairement exprimé leur refus de donner les clés du pays à l'extrême droite. Le Nouveau Front Populaire, porteur d'un programme prévoyant notamment l'augmentation des salaires et des pensions, l'abrogation de la réforme des retraites et l'investissement dans nos services publics, est arrivé en tête.

Espagne, Portugal, Grande-Bretagne et maintenant la France : les réactionnaires sont battus sur la base d'adhésions sociales fortes. En Europe, le choix est désormais clair : progrès social ou fascisme, le libéralisme n'est plus une alternative.

Le président de la République a été sévèrement sanctionné. Il a été totalement irresponsable en tentant jusqu'au bout de mettre dos à dos l'extrême droite avec la gauche, contribuant ainsi à la légitimation du Rassemblement National et de son idéologie.

Heureusement, la majorité des organisations syndicales, la société civile, la jeunesse et les partis politiques républicains ont pris leurs responsabilités. Fidèle à son histoire, la CGT a continué de rappeler très fermement que le Rassemblement National est toujours un parti raciste, antisémite, homophobe, sexiste et violent et qu'il ne doit jamais être considéré comme un parti comme les autres.

La CGT demande solennellement à Emmanuel Macron de respecter le choix des urnes et d'appeler à la formation d'un nouveau gouvernement autour du programme du Nouveau Front Populaire qui est arrivé en tête.

Au-delà, les leçons doivent être tirées en profondeur pour contrer la progression continue du Rassemblement National, qui a obtenu un nombre de députés record.

- 11 juillet - **Communiqué intersyndical : Les exigences sociales doivent être entendues !**



Les exigences sociales doivent être entendues !

Ce dimanche 7 juillet, la participation au second tour des élections législatives a atteint un record. C'est un signal démocratique fort, une mobilisation citoyenne inédite depuis de nombreuses années.

Nos organisations saluent ce sursaut démocratique et républicain. Celui-ci ne doit pas cacher que les résultats de ces élections législatives sont un signal et une alarme pour chacun et chacune d'entre nous. Le message des électeurs et électrices doit être entendu. Après ces élections législatives, les attentes des travailleurs et travailleuses que nos organisations portent chaque jour demeurent. Il y a urgence à ce que la parole des travailleuses et des travailleurs soit plus et mieux prise en compte.

Il faut mettre fin à la précarité, au sentiment de déclassement et répondre aux attentes en matière de pouvoir d'achat et d'augmentation des salaires, du point d'indice, des minima sociaux et des pensions. La réforme de l'assurance chômage doit être définitivement abandonnée et la réforme des retraites doit être abrogée pour rassembler le pays. C'est la seule issue pour cette réforme massivement rejetée et combattue par une mobilisation historique de plusieurs mois. L'égalité entre les femmes et les hommes doit enfin se concrétiser dans le monde du travail. Une vraie politique industrielle doit permettre de relocaliser et transformer notre industrie afin de répondre aux enjeux de la transition écologique et à la pérennisation et au développement des emplois. Nos services publics doivent être réellement accessibles sur l'ensemble du territoire. Notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice, notre école, notre enseignement supérieur et notre recherche, sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs qui peuvent être financés par des mesures de justice fiscale. Enfin, nous rappelons notre exigence de revoir en profondeur les « ordonnances travail » pour rétablir les droits et protections des travailleuses et travailleurs dans le secteur privé comme nous revendiquons un renforcement du dialogue social dans les fonctions publiques.

Pour prendre en compte ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle et leur complémentarité. La période qui s'ouvre doit permettre un rôle renouvelé et renforcé du dialogue social en redonnant toute sa place à la négociation collective entre acteurs sociaux.

Cette campagne électorale a profondément divisé le pays, jusque dans les collectifs de travail. Elle a été marquée par de nombreuses paroles racistes,

• 12 juillet - Communiqué intersyndical Educ : Des urgences pour l'École !



Des urgences pour l'École !

Nos organisations accueillent avec soulagement les résultats du deuxième tour des élections législatives. L'extrême droite n'a pas de majorité absolue et ne gouvernera pas le pays dans les jours qui viennent. Soulagement de voir s'élever pour l'instant l'application immédiate d'un programme social, antiraciste et antiautoritaire, aux antipodes de ce que nous portons pour l'École. Mais nous sommes conscients que le danger n'est que provisoirement écarté. Nous continuerons à combattre le terrain sur lequel prospère l'extrême droite dans notre société.

Le président de la République porte une lourde responsabilité dans cette situation, notamment par les politiques menées ces dernières années qui visent à affaiblir les services publics, la solidarité et à semer de la désespérance sociale. Il a aussi contribué à fracturer la société en reprenant et en instrumentalisant parfois des propositions de l'extrême droite, en particulier sur l'immigration. La posture autoritaire du pouvoir, notamment par l'utilisation répétée de l'article 49-3 et le mépris des organisations syndicales a aussi contribué à amplifier la colère et une forme de ressentiment, capés de manière opportuniste et cynique par l'extrême droite.

La majorité gouvernementale relative a été largement décevante. À cet égard, les prises de parole méprisantes de la ministre de l'Éducation nationale sur les mesures « Chocs des savoirs » applicables dès la rentrée apparaissent comme des provocations et viennent confirmer que le gouvernement, à l'instar du président Macron, refuse de respecter le résultat des élections.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFBT Éducation, Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'actions et SUD Éducation appellent donc à ce que le futur gouvernement prenne des mesures d'urgence, dans l'été, qui donneront le signal d'une rupture claire avec les politiques menées depuis 2017.

Dans l'Éducation, nous exigeons l'abandon des mesures « Choc des savoirs ». Ces mesures sont le symbole d'une École du tri social que nous refusons. Depuis six mois, la mobilisation des personnels initiée par nos organisations syndicales est continue. Elle doit enfin être entendue ! La réforme des retraites doit être abrogée, elle est le symbole d'une injustice économique et sociale mais aussi des politiques autoritaires du pouvoir par Emmanuel Macron qui a refusé d'entendre les organisations syndicales et la rue tout au long du printemps 2023. Pour nos organisations, la question salariale est loin d'être close : des discussions sur une revalorisation salariale sans contreparties doivent rapidement s'engager. Aucune catégorie ne doit être oubliée : il y a par exemple également urgence à ouvrir les concertations pour la création d'un statut de la Fonction publique pour les personnels AESH.

Nos organisations travaillent à construire rapidement les conditions de la mobilisation pour faire valoir nos exigences sociales et la démocratie sociale. Elles réaffirment leur volonté d'agir ensemble et avec la profession pour être aux côtés des collègues et construire les mobilisations pour défendre les personnels et le projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire.

À Paris, le 12 juillet 2024

• Journée d'action 18 juillet - Le tract et les visuels pour les réseaux sociaux

Dans l'Ain : rdv à 18h devant la préfecture de Bourg-en-Bresse jeudi 18 juillet !

